

Table des matières

1	Le tournant politique en France (1974-1988)	2
1.1	La présidence de Giscard d'Estaing dans un contexte de crise nouveau	2
1.2	La transition Mitterrand	2
2	Le tournant social	4
2.1	L'évolution de la place des femmes	4
2.2	L'évolution de l'enseignement	5
2.3	L'immigration	5

I Le tournant politique en France (1974-1988)

I.1 La présidence de Giscard d'Estaing dans un contexte de crise nouveau

La France est touchée sévèrement par les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979, conduisant à un quadruplement de la facture énergétique. Dès 1974, l'inflation contenue jusqu'alors en-deça du seuil de 10% franchit cette limite et la France entre dans l'ère de l'inflation « à deux chiffres ». Cette inflation peut être expliquée par divers facteurs institutionnels : poids des syndicats, augmentation des salaires, facilité de la création monétaire. Par rapport à ce que prévoit la théorie économique, on assiste à une stagflation : inflation forte et chômage élevé. En 1981, le taux de chômage est de 8,9%, un record par rapport à la période de Trente Glorieuses qui vient de s'achever. L'économie française se détériore (déficit de la balance commerciale, avec la perte de vitesse des entreprises françaises) et la population voit son niveau de vie se dégrader.

Valéry Giscard d'Estaing succède à Georges Pompidou. C'est un libéral, qui entend « gouverner la France au centre » et se distingue par son style de ses deux prédécesseurs, affichant une modernité affirmée. De 1974 à 1976, il met en place une série de réformes de société : la majorité est abaissée de 21 à 18 ans, un secrétariat d'État à la condition féminine est créé, la loi Veil légalise l'interruption volontaire de grossesse et le divorce est facilité.

D'autre part, une garantie de ressources est accordée aux demandeurs d'emploi. En effet, le début du septennat de Giscard d'Estaing coïncide avec celui de la crise économique et de la montée du chômage en France. En 1976, le Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac, est remplacé par un économiste, Raymond Barre. Celui-ci a pour objectif de lutter contre la crise. Il met en œuvre des mesures libérales (comme le blocage des salaires) afin de lutter contre l'inflation. Toutefois, le chômage continue d'augmenter et le second choc pétrolier (1979) ainsi que la persistance de la stagflation ruinent les efforts du gouvernement Barre. La politique néolibérale conduit à une augmentation du chômage, qui pèse sur les finances publiques avec les indemnités. Le Président doit également faire face à une opposition politique croissante : à gauche, l'opposition socialiste et communiste. À droite, le RPR fondé par Jacques Chirac en 1976, de tradition gaulliste. Le 10 mai 1981, Valéry Giscard d'Estaing est battu aux élections présidentielles par le candidat unique de la gauche, François Mitterrand.

I.2 La transition Mitterrand

Le début du septennat de François Mitterrand se caractérise par une série de réformes économiques et sociales qui redonnent une place majeure à l'État dans l'ensemble des domaines : baisse du crédit et des taux d'intérêt, revalorisation du SMIC et des bas salaires, réduction du temps de travail hebdomadaire, cinquième semaine de congés payés et abaissement de l'âge de la retraite. Le gouvernement, dirigé par Pierre Mauroy, lance une politique de nationalisations et l'État investit comme jamais le domaine de la culture, avec le renforcement du budget du ministère confié à Jack Lang. À l'inverse, il desserre l'emprise de l'État sur les médias (« ra-

dios libres », Haute autorité de la communication audiovisuelle en 1982, chargée de garantir l'indépendance des médias).

Le grand changement intervient lorsque le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, de 1981 à 1984, le socialiste Gaston Defferre, fait des régions des collectivités territoriales à part entière. Les lois du 2 mars 1982 et du 7 janvier 1983 transfèrent des compétences de l'État vers les collectivités territoriales (régions, départements, communes) et supprime la tutelle de l'État par l'intermédiaire des préfets qui n'effectuent plus qu'un contrôle administratif et financier a posteriori des actions des collectivités territoriales. Ainsi, la formation professionnelle, l'apprentissage, la gestion matérielle des lycées sont confiés aux régions tandis que l'action sociale et la gestion matérielle des collèges sont transmises aux départements. Pour appliquer les décisions des conseils régionaux et généraux, une fonction publique territoriale, autonome de l'État et donc différente de la fonction publique d'État, est créée le 26 janvier 1984 et des transferts de moyens financiers et humains sont réalisés par l'État.

Dans le monde anglo-saxon, le choix d'une orientation ultra-libérale (déréglementation financière et libéralisation de l'économie sous les administrations Reagan et Thatcher) provoque un désengagement généralisé des États qui sont cantonnés à leurs fonctions régaliennes.

Toutefois, le gouvernement se heurte à la progression continue du chômage et à la persistance de l'inflation. En 1983, Pierre Mauroy doit décréter une politique de rigueur. De 1984 à 1986, le nouveau Premier ministre, Laurent Fabius, limite l'intervention de l'État dans l'économie et la gauche abandonne l'idée de renationaliser, ce qui marque pour la première fois un retrait de l'État dans la vie économique du pays. Mais en 1986, les élections sont marquées par la victoire de la droite (UDF-RPR) et par la montée du Front national. Le Président doit choisir un Premier ministre issu de la nouvelle majorité, Jacques Chirac. C'est la première cohabitation. Le gouvernement Chirac met en place une politique économique d'inspiration libérale, sans toutefois parvenir à juguler le chômage. Face à la crise, les modèles libéraux comme les modèles de relance keynésienne ont montré leurs limites, voire leur impuissance.

Reprenant le modèle anglo-saxon néolibérale développé par Margaret Thatcher au Royaume-Uni et par Ronald Reagan aux États-Unis, les gouvernements successifs adoptent, à partir de 1983, une politique visant à réduire la place de l'État. En 1983, tout d'abord, le gouvernement socialiste de Pierre Mauroy décide de réduire les dépenses publiques face à l'échec de la politique sociale menée depuis 1981 marqué par la hausse du chômage, du déficit commercial et de l'inflation. En 1986, la droite renforce cette évolution en procédant à de nombreuses privatisations afin de recentrer l'État sur ses fonctions régaliennes. Le krach boursier de 1987 stoppe cette action mais, en 1988, lorsque la gauche reprend le pouvoir, elle ne revient pas en arrière voire même reprend les privatisations à partir de 1997 (France Telecom). La réduction de la place de l'État dans l'économie est menée au nom du New Public Management selon lequel le pays doit s'adapter à la mondialisation en baissant la fiscalité, en améliorant la productivité et en rationalisant les dépenses publiques afin de rendre le pays plus attractif.

2 Le tournant social

2.1 L'évolution de la place des femmes

L'un des phénomènes les plus importants de l'après-guerre est l'augmentation de la proportion de femmes dans la population active. Certains métiers sont plus « féminisés » que d'autres : les femmes sont massivement représentées dans les fonctions tertiaires d'assistantes maternelles, d'employées administratives, dans l'enseignement, etc. Elles sont en revanche sous-représentées chez les ingénieurs et les chefs d'entreprises, malgré certains parcours emblématiques.

Les filles réussissent mieux que les garçons à l'école. En 1964, pour la première fois, le nombre de bachelières surclasse celui des bacheliers. Pourtant, les garçons s'orientent davantage dans les filières scientifiques, les plus valorisées dans le système scolaire et salarial. Les préjugés et le fait que les jeunes femmes sacrifient encore leurs études pour se consacrer aux enfants font partie des explications de ce phénomène. Malgré les textes des lois de 1981 et 1983 (loi Roudy) interdisant toute forme de discrimination entre les hommes et les femmes au travail, l'émancipation professionnelle est en partie acquise, mais les inégalités subsistent. Aujourd'hui, à diplôme et qualification égale, le salaire moyen des femmes reste de 15% inférieur à celui des hommes dans les entreprises.

Dès l'après-guerre, le mouvement des femmes reprend pour leur émancipation. Le Deuxième Sexe de Simone de Beauvoir conteste dès 1949 la place des femmes dans la société. Les mouvements féministes comme le Mouvement de libération des femmes (MLF) s'inscrivent dans la lignée du Women's Lib aux États-Unis. Les femmes font entendre leur voix dans les manifestations de mai 1968, mais le mouvement féministe émerge réellement dans les années 1970. Les revendications des femmes ne concernent pas seulement l'égalité salariale ni une place plus importante dans la représentation politique. D'un point de vue sociétal, en 1975 l'adultère cesse d'être une faute pénale et le divorce par consentement mutuel est instauré. Le divorce commence à augmenter en France en 1963. En 1960, un mariage sur 10 se terminait par un divorce contre un sur trois en 1985. De 1973 à 1998, l'indice de primo nuptialité a été divisé par deux, et l'âge au mariage recule.

« Mon corps m'appartient », « Un bébé si je veux » autant de slogans qui montrent que les femmes entendent occuper une place différente au sein de la cellule familiale. Les lois de la République suivent ce mouvement : en 1967, la loi Neuwirth légalise la contraception et en 1975, la loi Veil autorise l'IVG, qui est remboursé par la Sécurité sociale à partir de 1982 (et autorisé par voie médicamenteuse depuis 2004)

Toutefois, les enquêtes montrent que si les femmes ont gagné en autonomie, ce sont encore elles qui prennent massivement en charge les tâches ménagères au sein du foyer. Et le problème de la violence conjugale, pourtant punies par la loi, représentent encore aujourd'hui un réel problème de société. Au total, les femmes ont obtenu leur « émancipation physique » sans que les mentalités n'aient complètement changé.

2.2 L'évolution de l'enseignement

Le système scolaire se massifie plus qu'il ne se démocratise. En effet, les filets de sélection se maintiennent notamment par le redoublement et l'orientation. Les élèves redoublants ou « peu performants » sont orientés dans les filières techniques moins valorisées. Les tensions entre la famille et l'école augmentent : la sectorisation (l'école est imposée par le domicile) et la bureaucratisation de l'École sont mal acceptées par les familles. Le privé représente une seconde chance pour les familles.

Avec l'arrivée d'Alain Savary au Ministère de l'Éducation sous la présidence Mitterrand, il cherche à rendre le pouvoir aux établissements pour régler les problèmes scolaires localement. Le rapport Legrand conduit à une réforme du collège instaurant le tutorat (un suivi individuel de l'élève) et la création de groupe de niveau. Le tutorat est critiqué par la droite et la gauche trotskiste arguant d'une « emprise idéologique sur l'enfant ».

Alain Savary cherche à coordonner le public et le privé, mais le projet de loi de 1984 est refusé par l'épiscopat en raison d'une fonctionnarisation éventuelle des professeurs du privé, et donne lieu à des manifestations pour défendre l'enseignement privé catholique notamment. Les enjeux du projet sont sans mesure avec l'ampleur de la protestation (grande manifestation le 24 juin). Le projet est vécu comme une atteinte aux libertés scolaires : le privé est « l'école de la deuxième chance ». L'école publique est dénigrée et les transferts vers les privés sont motivés également par la qualité scolaire. Mitterrand remplace Savary par Chevènement pour rassurer une opinion publique plutôt conservatrice et qui craint un mai 1968 bis à l'École.

Un des grands axes de la politique de Chevènement est la prolongation de l'objectif des « 80% au bac ». En pratique, il cherche à ce que d'ici l'an 2000 plus de 80% d'une classe d'âge accède au baccalauréat. En effet, il craint une pénurie de diplômés sur le marché du travail (loin de se douter de la future explosion du nombre de diplômés). Il crée les baccalauréats professionnels afin de proposer des formations plus proches du fonctionnement du marché du travail.

2.3 L'immigration

Avec la crise de 1974, la tendance à l'immigration de travail est à la baisse. Néanmoins, avec le regroupement familial (droit des immigrés à « vivre en famille »), l'immigration se maintient.

Le politique migratoire de Giscard d'Estaing cherche principalement à réduire l'immigration, et en particulier le regroupement familial. Le décret de Chirac reconnaissant le droit au regroupement familial en 1976. Un an plus tard, en pleine augmentation du chômage, le gouvernement Barre suspend pour trois ans l'application du décret : le regroupement familial est ainsi stoppé, sauf pour les « membres de la famille qui ne demandent pas l'accès au marché de l'emploi ». Mais ce décret est annulé par le Conseil d'État, qui consacre le droit au regroupement familial.

L'aide au retour est privilégiée en proposant une aide financière pour les immigrés retournant dans leur pays d'origine (on parle du « million Stoléru » en référence au ministre chargé de cette politique proposant cette somme aux immigrés acceptant de retourner dans leur pays). On pousse également les immigrés vers la sortie en suspendant les droits (non-renouvellement des cartes de séjour). Le durcissement de la politique anti-immigration est incarné dans la loi Bonnet de 1980 relatives à la prévention de l'immigration clandestine (durcissement des conditions de détention des clandestins).

L'arrivée de Mitterrand au pouvoir en 1981 conduit à un changement de politique. Il choisit de régulariser 130 000 étrangers en situation irrégulière, facilite le regroupement familial, supprime la loi Bonnet et l'aide au retour. En 1982, l'Agence pour le Développement des Relations Interculturelles est créée pour favoriser l'intégration sociale et professionnelle des immigrés. En 1984, un titre unique de séjour est créé pour garantir la sécurité des travailleurs étrangers.

Cependant, cette politique généreuse connaît un revirement à partir de 1983. La montée du Front national et le retour des thématiques migratoires dans le discours politique conduisent les gouvernements Mauroy puis Fabius à durcir les contrôles et les vérifications d'identité afin de combattre l'immigration clandestine.

L'intégration des immigrés pose problème néanmoins dans la population. La question de l'intégration des immigrés Maghrébins devient un sujet de société. Les jeunes issus de l'immigration prennent conscience de leur importance et tentent de combattre le racisme et les ratonnades dont sont victimes de nombreux étrangers notamment Maghrébins. Parallèlement aux Marches (de 1983 – « Marche des Beurs », Convergence de 1984), ils créent de nombreuses associations qui portent leurs revendications (SOS Racisme, la radio Beur FM, etc).

